

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté DATEDE 2 n° 2008 – 024 du 5 mars 2008 modifiant la condition 23 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 modifié, réglementant les installations de la chaufferie CICHAC sise au PLESSIS ROBINSON, 7, avenue Denis Papin, exploitée par la société ELYO SUEZ**



**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**Vu** le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment l'article R. 512-31 du Livre V de la partie réglementaire ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 97-164 du 18 juillet 1997 modifié par l'arrêté préfectoral n° 98-418 du 4 septembre 1998, réglementant l'exploitation par la société ELYO des installations de la chaufferie CICHAC sise au Plessis Robinson – 7, avenue Denis Papin, et notamment la condition 23 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DATEDE 2 n° 2007 - 031 du 9 février 2007 imposant pour l'exploitation de cette chaufferie des prescriptions complémentaires en matière de rejets atmosphériques ;

**Vu** l'étude de dangers de septembre 1996 réalisée par l'INERIS ;

**Vu** le rapport de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées en date du 5 avril 2006 estimant nécessaire de modifier la condition 23 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 précité, du fait de l'absence sur le site de groupe électrogène ;

**Vu** la procédure de remise en service des installations suivie par l'exploitant, en cas de coupure de l'alimentation électrique, communiquée par courrier de la Société ELYO SUEZ du 11 septembre 2006,

**Vu** le rapport de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées en date du 10 juillet 2007 jugeant suffisante cette procédure, proposant de modifier la condition 23 de l'arrêté préfectoral n° 97-164 du 18 juillet 1997 précité, de prescrire des conditions complémentaires d'exploitation tirées des conclusions de l'étude de dangers de l'INERIS de septembre 1996 et d'y intégrer les mises à jour réglementaires inhérentes à l'application de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 précité, relatif aux chaudières présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth, par voie d'arrêté pris en application de l'article R. 512-31 du Livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

**Vu** la lettre en date du 4 décembre 2007, informant le responsable de la Société ELYO SUEZ des propositions formulées par M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 18 décembre 2007 ;

**Vu** la lettre du 4 janvier 2008 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral, tel qu'il a été validé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 18 décembre 2007 ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai de quinze jours à compter de la réception du projet d'arrêté ;

**Considérant** que les conditions d'exploitation telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de l'environnement ;

**Sur** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hauts de Seine,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La société ELYO SUEZ dont le siège social est situé 1, place des Degrés – 92800 PUTEAUX, exploite les installations de la chaufferie CICHAC situées sur le territoire de la commune du Plessis Robinson au 7, avenue Denis Papin, classables sous les rubriques suivantes de la nomenclature relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

**1432/2/a** : « Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m<sup>3</sup> » (stockage de fioul lourd constitué de 2 cuves de 310 m<sup>3</sup> de capacité unitaire),

**2910/A/1** : « Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B4. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW » ( 3 chaudières d'une puissance thermique totale de 30 MW),

**Activités soumises à AUTORISATION avec antériorité,**

**2920/2/b** : « Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, comprimant ou utilisant des fluides qui ne sont ni inflammables ni toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW » (centrale d'air comprimé),

**Activité soumise à DECLARATION.**

## **ARTICLE 2**

La condition 23 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 modifié, réglementant les installations, ainsi énoncée :

*« L'installation sera réalisée et exploitée conformément au dossier, notamment les mesures de prévention et de protection proposées par l'INERIS en septembre 1996 et résumées de la page 81 à la page 83 de l'étude de dangers. »*

est remplacée par les prescriptions suivantes :

L'installation sera réalisée et exploitée conformément aux mesures de prévention et de protection proposées par l'INERIS dans l'étude de dangers de septembre 1996 et aux mesures du titre VIII de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth. En particulier devront être appliquées les dispositions suivantes :

### **Dispositions générales :**

1. La chaufferie est équipée d'un système de gestion des paramètres de fonctionnement des installations, des sécurités et des alarmes (auto-contrôle de la chaufferie). De façon générale, l'ensemble des alarmes font l'objet d'un report en salle de contrôle.
2. La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doit faire l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui doivent être rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment :
  - les modes opératoires ;
  - la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
  - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
  - les conditions de délivrance des « permis d'intervention » ;
  - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.
3. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence doivent être établies et rendues disponibles dans les lieux de travail. Ces procédures doivent notamment indiquer :
  - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet ;
  - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. (affichage obligatoire).

Ces procédures et consignes sont régulièrement mises à jour.

4. Les différents éléments et accessoires de l'installation (vannes, éléments de régulation, ...) seront repérés clairement pour éviter les erreurs de manipulation.
5. Le local chaufferie sera équipé de détection incendie appropriée.
6. Une légère surpression par rapport au reste du bâtiment sera mise en place par ventilation de la salle de contrôle.
7. Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et en respectant les règles de consignes particulières.
8. Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie contenant du combustible ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. La consignation d'un tronçon de canalisation s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.
9. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de la rédaction et de l'observation d'une consigne spécifique.
10. Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser.

#### Dispositions relatives à la chaufferie :

11. Les réseaux d'alimentation en combustible devront être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage. On mettra en place un balisage des canalisations enterrées.
12. Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :
  - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;

- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.
  - Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
- 13.** Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.
- 14.** Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Ce dispositif doit couper, au-delà de 30% de la limite inférieure d'explosivité (LIE), l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Des étalonnages sont régulièrement effectués.
- 15.** Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service. Les autres tuyauteries doivent également faire l'objet de contrôle et d'entretien périodique.
- 16.** Les chaudières utilisant un combustible gaz seront équipées d'un dispositif d'extraction au-dessus des brûleurs dont le démarrage est asservi à la détection gaz dans la gaine.
- 17.** Une détection de CO ou O<sub>2</sub> gérée par l'auto-contrôle sera placée en sortie chaudière (cheminée) afin de détecter des dérives des paramètres de combustion.
- 18.** L'alimentation en fuel sera asservie en sécurité positive à l'auto-contrôle des chaudières.
- 19.** Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible. Une alarme doit alerter les opérateurs en cas de dérive. Toute détection de température excessive coupera automatiquement l'alimentation en fuel. On évitera la possibilité de dénoyautage du réchauffage du bac de stockage par serpent.
- 20.** Chaque chaudière sera contrôlée périodiquement (épaisseur des tubes, état des soudures, nature des dépôts éventuels,...).
- 21.** Une détection indirecte de fuite massive d'eau surchauffée sera présente sur chaque chaudière à l'intérieur de la chambre de chauffe.

22. Les chaudières seront équipées d'un système de limitation de vitesse excessive des gaz pour prévenir les difficultés d'allumage par la flamme. Elles seront également équipées de détecteur de flamme engendrant la coupure de l'alimentation en combustible et en électricité en cas de défaut.

Dispositions relatives au stockage de fuel :

23. Le dépotage de fuel devra s'effectuer sur une zone étanche. On intégrera dans cette zone les canalisations de raccordement des flexibles.

24. La rétention sera équipée d'un dispositif de récupération des eaux pluviales par pompage.

### **ARTICLE 3**

#### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

##### **Recours non contentieux :**

Dans le délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : M. le Préfet des Hauts-de-Seine, 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex ;
- soit un recours hiérarchique auprès de M. le Ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, 20, avenue de Ségur - 75302 PARIS 07SP.

##### **Recours contentieux**

En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles, 56, avenue de St Cloud - 78 011 VERSAILLES Cedex.

Par les tiers, (...), un recours peut être effectué dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation (Article L. 514-6 – I - 2°).

### **ARTICLE 4 :**

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la Société ELYO SUEZ ;
- d'autre part, à la Mairie du Plessis Robinson, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

**ARTICLE 5 :**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,  
M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement d'ANTONY,  
M. le Maire du PLESSIS ROBINSON,  
M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées,  
M. le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 5 mars 2008

Le Préfet,

*Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général,*

*Signé Philippe CHAIX*